

Zeitschrift: Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts du Jura

Band: 42 (1971)

Heft: 2

Rubrik: Chronique économique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Seva

Le tirage de la 192^e émission de la Seva a eu lieu à Belp le 17 décembre 1970. 49 583 billets gagnants d'une valeur globale de 606 200 fr. ont été tirés au sort. Le gros lot d'un quart de million de francs a été touché peu de jours après le tirage par un fonctionnaire.

Le prochain tirage de la Seva aura lieu le 25 février à Kallnach. En plus du gros lot de 120 000 fr. seront tirés au sort 1 lot de 20 000 fr., 1 lot de 10 000 fr., 1 lot de 5000 fr., 5 lots de 2000 fr., etc., au total 32 285 billets gagnants d'une valeur globale de 375 000 fr.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

Investissements : la rationalisation est au premier plan

La Commission de recherches économiques a récemment indiqué que les investissements bruts privés et publics effectués en 1970 dans l'économie suisse ont atteint quelque 25 milliards et demi de francs. Trois cinquièmes de ce montant ont correspondu à des investissements de construction ; la croissance réelle de ces investissements est cependant tombée de 8,2 % en 1969 à 7 % l'année dernière. On constate une évolution inverse en ce qui concerne les investissements d'équipement (machines, appareils, équipements de transports, etc.) ; leur taux d'accroissement réel est estimé pour 1970 à 12 % alors qu'il n'avait atteint que 7,2 % en 1969.

Ce déplacement progressif des investissements vers les équipements (qui est encore beaucoup plus net si l'on examine uniquement les investissements industriels) apparaît également sur une longue période. Ainsi, alors que les investissements d'équipement n'avaient représenté en 1960 que 29,5 % des investissements bruts réels dans le pays, leur part s'est élevée continuellement depuis lors pour atteindre près de 40 % l'année dernière. Cette évolution reflète en grande partie les efforts toujours plus intenses déployés par l'industrie suisse pour moderniser et rationaliser son appareil de production.

Les progrès accomplis en matière de rationalisation ressortent également de l'évolution enregistrée par les amortissements. En effet, ces progrès ayant entraîné une forte hausse de l'intensité en capital de l'économie, il en est résulté un accroissement sensible de la consommation de capital fixe. La somme de ces amortissements a atteint l'année dernière 8,78 milliards de francs, soit 10,9 % du produit national brut, alors que cette proportion ne s'élevait qu'à 9,5 % en moyenne des années 1960/1963.

Les chiffres qui précèdent mettent donc en évidence que les investissements sont affectés dans une mesure toujours accrue à la rationalisation et à l'accroissement de la productivité, cela notamment afin de pallier la grave pénurie de main-d'œuvre que nous connaissons depuis quelques années. Il sied d'ajouter que cette évolution explique en grande partie la légère baisse de la part de la rémunération des salariés dans

le produit national brut, baisse accusée par la comptabilité nationale et qui a provoqué quelques réactions dans une partie de la presse et de l'opinion publique. En effet, il est évident que le fort accroissement de la mécanisation et de l'intensité en capital de notre économie doit entraîner une augmentation parallèle de la rémunération de ces équipements. Et ce phénomène, compte tenu en outre du plafonnement des effectifs de la main-d'œuvre en Suisse, ne peut qu'avoir une répercussion sur la part des salaires et traitements dans le produit national. Cela ne signifie naturellement pas que les salariés ressentent individuellement, c'est-à-dire au niveau de leurs gains, cette évolution ; nul doute d'ailleurs que les intéressés en soient au premier chef convaincus eu égard aux substantielles augmentations de salaires dont ils ont en général bénéficié l'année dernière.

Brèves informations

La croissance de nos exportations s'est normalisée. — En 1970, la croissance des exportations suisses de marchandises a été plus faible que lors des deux années précédentes. En valeur nominale, le taux de croissance s'est encore élevé à 10,7 % contre 15,3 % en 1969 et 14,4 % en 1968. Ce ralentissement de la croissance des exportations est plus accusé encore si l'on considère que le niveau des prix à l'exportation a augmenté de 4,5 % en 1970. En valeur réelle, c'est-à-dire après élimination de l'augmentation due au renchérissement, nos exportations ont atteint un taux de croissance de 5,9 % seulement, contre 13,9 % encore en 1969 et 10,9 % en 1968.

Industrie chimique : 4,7 milliards de francs d'exportations. — En 1970, l'industrie chimique suisse a livré pour 4677 millions de francs de marchandises à l'étranger. Par rapport à l'année précédente, les exportations de produits chimiques se sont accrues de 424 millions ou 10 % environ ; l'année précédente, on avait enregistré un taux de croissance deux fois plus grand. La quote-part des produits chimiques à l'ensemble des exportations suisses a atteint un peu plus de 21 % en 1970 ; l'industrie chimique prend ainsi la deuxième place de nos industries d'exportation, derrière les machines et appareils. Dans l'ensemble, elle écoule 75 à 80 % de sa production à l'étranger.

6 1/2 % du budget familial est consacré aux transports. — Le dernier relevé de l'OFIAMT sur les budgets de familles de salariés révèle qu'un quinzième (6,5 %) des dépenses totales de ménage est affecté aux transports. En 1960, cette proportion n'atteignait qu'un vingt-cinquième, en 1955 un trentième et seulement un quarantième en 1936/1937. Ce très fort accroissement de la part des dépenses de transport dans les dépenses familiales totales reflète avant tout l'extension de la motorisation. Il y a aujourd'hui déjà en Suisse presque autant de voitures de tourisme que de bicyclettes. En 1970, la valeur des voitures importées a été supérieure de 25 % à celle qui a été enregistrée l'année précédente. C'est l'un des taux d'accroissement les plus hauts de toutes les marchandises importées.

Un franc sur trois gagné à l'étranger. — En 1970, comme durant les années précédentes, un quart environ du produit national brut (= valeur totale des biens et services produits par notre économie) de notre pays, qui s'est élevé à quelque 88 milliards de francs selon les estimations provisoires, était formé par les exportations de marchandises (22 milliards). Autrement dit, un franc sur quatre a été gagné par ce moyen. Si l'on y ajoute les exportations de services, qui se sont vraisemblablement élevées à près de 8 milliards en 1970, c'est même un franc sur trois du produit total de l'économie suisse qui résulte directement de nos relations économiques avec l'étranger.

La Suisse, gros client de la CEE. — L'année dernière, le commerce extérieur de la Suisse avec le Marché commun s'est soldé par un passif de 8015,6 millions de francs. Nos importations en provenance des États membres de la CEE valaient presque le double (16 285,3 millions) de nos exportations vers ces pays (8269,7 millions). 58,4 % de l'ensemble des importations suisses provenaient l'année dernière des pays du Marché commun, alors que le marché de la Communauté absorbait 37,4 % de nos exportations. Nous avons ainsi affirmé notre position comme l'un des meilleurs clients de la CEE.

5 milliards de francs dépensés pour la protection des eaux. — Actuellement, la moitié environ de la population suisse est raccordée, avec son industrie, à des installations d'épuration des eaux efficaces. Y compris les canalisations, ces mesures d'assainissement ont coûté jusqu'à maintenant 5 milliards de francs environ. Selon le professeur Otto Jaag, les dépenses consacrées à la protection des eaux en Suisse atteindront 10 milliards, quand, dans dix à vingt ans, la première étape d'assainissement des eaux, du sol et la sauvegarde du paysage arrivera à son terme.

La propension à épargner est en baisse. — Selon les dernières estimations officielles, la consommation des ménages privés a augmenté plus fortement en 1970 que le revenu disponible (après déduction des impôts directs, des cotisations d'assurance sociale et des transferts courants). Cela révèle une diminution de la propension à épargner. Pour l'année écoulée, le Bureau fédéral de statistique évalue la part épargnée du revenu disponible à 7,2 % seulement, contre 8,2 % en 1969. Depuis 1966, où elle s'élevait encore à 9,1 %, la quote-part de l'épargne n'a cessé de diminuer.

ORGANES DE L'ADIJ

Président : René Steiner, 2800 Delémont, tél. (066) 2 25 81 ou 2 15 83
1^{er} vice-président : Willy Sunier, 2608 Courtelary, tél. (039) 4 92 06 ou 4 91 04
2^e vice-président : Henri-Louis Favre, 2732 Reconvilier, tél. (032) 91 24 73
Secrétaire : H. Boillat, 2732 Reconvilier/Loveresse, tél. (032) 91 23 20 ou 91 29 79
Caissier : René Domont, 2905 Courtedoux, tél. (066) 6 23 72 ou 6 17 62
Rédaction du bulletin : Jean Schnetz, 2800 Delémont, tél. (066) 2 17 51
Administration du bulletin : place de la Gare 25, 2800 Delémont, tél. (066) 2 25 81
Comptes de chèques postaux : Caisse générale : 25 - 20 86
Bulletin : 25 - 102 13
Abonnement annuel : Fr. 15.— ; le numéro : Fr. 1.50